

## OBSERVATIONS SOMMAIRES

Pour les Religieux Reformez de l'Ordre de S. François, de la Prouince de Touraine Pietauiene, des Conuens Reformez de Cliçon, Amboise, Precigné, Sully, Meung, & la Rochelle.

*Contre le Pere Prouincial, & les autres Religieux non reformez de la mesme Prouince.*

**V**N des points des differends pendans au Conseil entre les parties, concerne le droit d'entrée, & de voix deliberatiue & élektiue des Peres de Prouince, c'est à dire de ceux qui ont esté Prouinciaux, dans les Chapitres, Congregations, & Definitoires.

Tous ces differends là auoient esté renuoyez pardeuant des Commissaires, pour donner aduis au Roy, & pour estre par cet aduis fait droit aux Parties.

Ils est tenu plusieurs Assemblées & Conferences entre Messieurs les Rapporteurs des Requestes respectiues, & les Commissaires, où les parties ont esté ouïes, pour tirer de leurs bouches les éclaircissmens qui pouuoient seruir à l'établissmēt de la verité & de la iustice, & à la decision, suiuant ce qui peut estre de l'autorité de sa Maieſté & de son Cōseil.

Messieurs les Rapporteurs & Commissaires se sont rencontrez vnanimement en ce sentiment pour raison du point des Peres de Prouince au fond, que les Parties doiuent estre renuoyées pardeuant sa Sainteté.

Mais ils se sont trouuez partagez sur la Prouision, sçauoir est à qui elle doit estre adiugée, ou à ceux qui pretendent estre en possession actuelle de l'entrée dont est question, ou bien à ceux qui monstrent éuidement que cette pretenduë possession n'est vsurpée que depuis peu d'années, au preiudice de la prohibition que pour de tres-importantes considerations nos Saints Peres les Papes en ont successiuent faite.

Et il y a cette difference entre autres à cet égard entre la cause des vns & des autres: qu'au lieu que la Demāde des Religieux reformez a pour fondement la règle generale du droit commun, qui est constāte; l'Exception des Religieux non reformez au contraire n'a pour fondement qu'un Priuilege ambitieux, dont il ne paroist aucune preuue.

LES RELIGIEUX REFORMEZ donc pour obtenir la Prouision dont il s'agit se fondent sur les Bulles de trois Papes, dont les motifs sont de tres-grande importance, sauoir sur la Bulle de Clement VIII. de l'an 1600. qui exclut des Chapitres, des Congregations, & des Definitoi-



*a. Cum, &c. sicut accepimus, &c. nonnulli dicti Ordinis Religiosi, ob huiusmodi Dignitatum, seu Munerum Perpetuitatem, &c. c'est à dire de ladite entrée, sancte illius humilitatis obliti, spiritui superbia infletur, alij verborum dem Munerum & Dignitatum cupiditate, ob earum diuturnitatem magis incendantur.*

*b. Cum sicut accepimus, multi Ordinis Fratrum Minorum S. Francisci &c. Professores in numerum Patrum perpetuorum suorum Provinciae relati fuerint, & varia exinde Inconvenientia, a quibus gravissima Incommoda evenerint. c. Ne Provinciae tot Iudicibus onerata prementur.*

res tous les Peres de Prouince sans aucune exception <sup>a</sup>, sur la Bulle de Gregoire XV. de l'an 1622. qui les exclut semblablement, à la reserve de l'Exprovincial pour le seul Chapitre auquel il sort de charge <sup>b</sup>, & sur la Bulle d'Urbain VIII. de l'an 1639. confirmative d'un Statut particulier du Chapitre general qui auoit esté tenu à Rome en la mesme année, qui les exclut tous indistinctement <sup>c</sup>, à la reserve de l'Exprovincial immediat, & du plus Ancien.

Aussi c'est suivant & conformément à ces Bulles, que quatre Religieux de l'Ordre premierement ayant esté commis par le Pere General; & depuis le Sieur Official de Paris ayant esté delegué par la Sainteté, pour cōnoistre d'un semblable differend qui s'estoit meu entre les Religieux de la Prouince du mesme Ordre communément appelée la Prouince de France; ils ordonnerent respectiuelement à cet égard en l'année 1651. que la Bulle d'Urbain VIII. seroit executée selon sa forme & teneur; & ce faisant, que les Peres de Prouince, à la reserve de l'Exprovincial, & du plus Ancien, demeureroient exclus de l'entrée des Chapitres, des Congregations, & des Definatoires.

Et les Peres de ladite Prouince de France s'estant pourueus par appel comme d'abus contre la Sentence dudit Sieur Official de Paris au Parlement, l'appel comme d'abus fut conuerti en appel pur & simple, & ordonné que cependant ladite Sentence seroit executée par prouision.

LE PROVINCIAL, ET LES RELIGIEUX NON REFORMEZ de ladite Prouince de Touraine Pictauiene au contraire soustiennent qu'ils doivent estre tous indistinctement maintenus par prouision au priuilege d'entrer, & d'avoir voix deliberative & electiue aux Chapitres, Congregations & Definatoires de la Prouince, sous pretexte de l'Exception qu'ils induisent d'un Statut du Chapitre general tenu à Rome l'an 1651. d'une Declaration de la Congregation des Reguliers de la mesme année & d'un Bref qu'ils ont obtenu de nostre S. P. le Pape Alexandre VII. en l'année 1657. aux termes desquels *actes excipiuntur ab hac Regula*, c'est à dire du Reglement general procedant des Bulles de Clement VIII. Gregoire XV. & Urbain VIII. *Provincia Galliae & Belgij*, (ladite Declaration postérieure audit Statut, porte *Provincia illa*) *que habent leges municipales auctoritate Apostolica confirmatas, aut immemorabiles consuetudines*: pretendans que si bien ils n'ont pour eux aucunes loix municipales confirmées par autorité Apostolique, ils ont du moins des Coustumes immemorables.

Voire mesme les Religieux non reformez alleguent, sans neantmoins qu'ils en fassent aucunement apparoir, vne Sentence renduë par les Officiaux de Reims, en date du 19. Iuin 1658. en qualité de Iuges deleguez du S. Siege, par laquelle ils pretendent, que ladite Sentence



dudit sieur Official de Paris a esté infirmée, & que tous lefdits Peres de Prouince de ladite Prouince de France ont esté indistinctement maintenus en ladite entrée.

C E P E N D A N T, ce qui pourroit suffire pour faire decider mesme definitiuement cette difficulté en faueur des Religieux reformez contre les Religieux non reformez & les Peres de Prouince, c'est qu'il n'auroit pû valablement estre derogé, ni par ledit Chapitre general, ni par ladite Congregation des Reguliers ausdites Bulles des Papes Clement VIII. Gregoire XV. & Urbain VIII.

Et que ce Bref d'Alex. VII. ayant esté obtenu ambitieusement, sans aucune connoissance de cause, & sur ce qui auoit esté exposé en termes generaux, indistinctement, & contre la verité du fait, de la part de tous les Peres de Prouince des Prouinces de ce Royaume, & cela posterieurement aux appellations des Religieux reformez, & à la signification qu'ils en auoient fait faire aux Religieux non reformez, sans qu'il en ait esté exposé aucune chose à sa Sainteté; il ne s'en pourroit induire aucun preiugé en la cause particuliere d'entre les parties.

Appel interieté le  
27. Ianuier  
1657. signifié le 13.  
Mars, & le  
de May  
1657.  
Bref expedie le 9.  
Nouembre  
1657.

M A I S les Religieux reformez passent bien encore plus outre; en prenant droit entant que besoin seroit par les propres titres, d'où les Rel. non reformez & les PP. de Prouince induisent leur pretendue exception, & par *l'allegation de la Coustume immemoriable* dans laquelle ils se retranchent. Car ce qui met absolument la cause des Religieux Reformez hors de tout pretexte de difficulté, c'est que comme la Coustume immemoriable est de *pur fait*, aussi il ne peut estre reuoké en doute que ceux qui l'alleguent par forme d'exception contre vne regle generale, ne soient obligez d'en establir la preuue; & cela par des actes autentiques, ou bien en tout cas, selon la qualité de la matiere, par des témoins dignes de foy: sauoir est, que la chose s'est perpetuellement & sans discontinuation pratiquée au moins depuis l'espace de cent ans.

Ioint qu'il seroit absurde d'imposer à ceux contre les titres desquels vne Coustume de cette qualité est alleguée, la necessité de prouuer vne negatiue.

Voire mesme Couarruias nous apprend en sa seconde partie, §. 3. n. 9. de son Commentaire sur le chap. *Possessor*. au Sexte de *regulis iuris*, suiuant l'autorité d'*Anto.* sur le chap. *quid pernouale*, aux Decretales de *verb. significat.* n. 15. & d'Alexandre en son Conseil 16. du liure 5. n. 16. qu'il ne faut qu'un seul acte contraire qui ait esté exercé au deçà de cent ans auant la litiscontestation, pour excludre & détrui-



re toute sorte de prentention & de presomption de Coustume immemoriale.

OR il resulte constamment des Statuts qui furent faits au Chapitre de la Prouince tenu au Conuent des Angés l'an 1616. que les Peres de Prouince n'auoient point encore vsurpé l'entrée dont est question.

Et quoy que tous les actes de chaque Chapitre, de chaque Congregation, & de chaque Definatoire contiennent les noms de tous ceux qui y ont assisté; quoique tous les Registres de la Prouince soient entre les mains ou en la puissance des Religieux non reformez; & quoiqu'il ait esté enioint en vertu de plusieurs Arrests aux Religieux non reformez d'en deliurer en bonne forme des expéditions aux Religieux reformez: si est-ce que les Religieux non reformez n'ont iusques au iourd'huy fait apparoir d'aucuns autres actes de Chapitres, de Congregations, ni de Definatoires, où les Peres de Prouince ayent assisté, que de ceux contre lesquels les Religieux reformez se sont pourueus.

AV SURPLUS, tant s'en faut que les Religieux non reformez, & les Peres de Prouince püssent tirer aucun auantage de ladite Sentence du Sieur Official de Reims, qu'outre qu'elle ne fut renduë que par forclusion, il resulte d'ailleurs du Veü des pieces, qu'elle est fondée sur la preuue particuliere de leur exception, c'est à dire que les Peres de ladite Prouince de France auoient constamment establie pardeuant les Iuges de la *Coustume immemoriale* depuis l'an 1519. iusques en 1650. dans la possession de laquelle ils auoient esté troublez; & cela au moyen des extraits de 21. Tables Capitulaires. De sorte que les Peres de ladite Prouince de France ne gagnerent leur cause en cette contestation, que sur la preuue d'un fait dont en cette instance les Religieux non reformez de la Prouince de Touraine Pictauine sont absolument destituez.

LA prouision doit estre regulierement donnée à ceux qui ont le titre le plus apparent, ou qui sont fondez en vne possession legitime. Les Religieux Reformez ont tous les titres en leur faueur, & ils font voir dauantage, que le nouveau Bref obtenu par les non reformez est obreptice & subreptice, & partant qu'il ne peut estre d'aucune consideration. Et quant à la pretenduë possession alleguée de la part desdits Religieux non reformez, il est prouué au procès que bien loin d'estre immemoriale, ce qui seroit necessaire pour la rendre de quelque poids; il se voit que c'est vne entreprise toute nouuelle, qui ne peut point par consequent donner atteinte à vne police si legitime-



ment établie, & si exactement obseruée dans la Prouince, auparauant l'vsurpation dont on se plaint.

Les Religieux Reformez adiusteront encore cette derniere consideration, pour monstrier que le Roy & son Conseil leur doiuent adiuger la prouision : A sçauoir, que si les Religieux Reformez estoient renuoyez purement & simplement en Cour de Rome, pour obtenir vn Bref commissoire *in partibus*, pour la decision de leurs differends au fond ; ce seroit les reduire à l'impossible, à cause du credit des Religieux non reformez, lesquels depuis quatre années ont empesché que les Reformez n'ayent pû obtenir ledit Bref commissoire. Ce qui est vne violence inouïe, exercée mesme avec outrage contre lesdits Religieux Reformez, en la personne des Freres Nublé & Braut Procureurs & Agens desdits Reformez, lesquels non seulement on n'a point voulu entendre, mais leurs parties ont de plus surpris vn decret qu'ils ne seroient point ouïs, *consuit non esse audiendos*, & le mesme Decret leur a enioint de sortir de Rome, comme des rebelles & des apostats\* ; ce qui blesse non seulement les libertez de l'Eglise de France, mais les regles mesme de l'equité naturelle : Et ainsi le Conseil voit la necessité qu'il y a d'adiuger la prouision ausdits Reformez, afin d'engager les Religieux non reformez d'agir coniointement avec les Reformez, pour obtenir en Cour de Rome ledit Bref commissoire.

\* Cela est euidemmet iustificié par les 68. 102. & 103. pieces rapportées au procès.

C'est ce qui fait esperer aux Religieux reformez de la iustice, & de la pieté de sa Maïesté, & de Nosseigneurs de son Conseil, qu'ils adiugeront la Prouision dont est question, en faueur du titre & du droit commun, qui ne peut estre controuersé entre les parties, contre vne Vsurpation qui n'est colorée que d'une Exception, dont ceux qui s'efforcent de s'en preualoir n'establisent aucune preuue ; en faueur de la Reforme contre le Desordre ; & en faueur de la Simplicité religieuse, & du bien public contre l'Ambition de quelques particuliers.

Messieurs D'ORGEVAL, PONCET, BOVLLENGER,  
& BOUCHERAT, Rapporteurs.

Messieurs D'ORMESSON, DE LA POTERIE, DE LAVZON,  
D'HALIGRE, DE MORANGIS, DE MACHAVLT,  
& DE VERTAMONT, Commissaires.



